

BUREAUX : RUE NAIN, 1

ABONNEMENTS : ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr.; Six mois, 23 fr.; Un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE: Trois mois, 14 fr.; Six mois, 27 fr.; Un an, 51 fr. — L'abonnement continue, sauf avis contraire.

ANNONCES: 20 centimes la ligne Réclamers: 25 centimes — On traite à forfait.

# JOURNAL DE ROUBAIX

## MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

PROPRIÉTAIRE-GÉRANT: A. REBOUX

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES: A ROUBAIX, chez le gérant du journal, rue Nain, 1; à Lille, chez M. Béghin, libraire rue Grande-Chaussée; à Paris, chez MM. Havas, Lafitte-Bullier, à la place de la Bourse, 2; à Bruxelles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

Heures de départ des trains : Roubaix à Lille, 5 15, 7 02, 8 17, 9 47, 11 37, m., 12 24, 1 56, 3 39, 5 11, 6 15, 7 33, 8 38, 9 23, 11 11, s. Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 41, 7 15, 8 43, 10 17, 11 23, m., 1 19, 2 49, 4 58, 5 38, 8 18, 10 23, 11 35, s. Lille à Roubaix, 5 20, 6 55, 8 25, 9 55, 11 05, 12 57, 2 28, 4 40, 5 20, 6 55, 7 55, 9 05, 11 15, Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 08, 6 53, 8 08, 9 41, 11 28, 12 15, 1 47, 3 37, 5 02, 6 06, 7 24, 8 23, 9 24, 11 02, Mouscron à Lille, 5 50, 7 50, 9 24, 11 10, 11 57, 3 15, 4 42, 5 49, 7 02, 9 00

BOURSE DE PARIS	
DU 29 JANVIER	
5 1/2	58 17 1/2
5 1/2	84 00
5 1/2	93 25
5 1/2	93 27 1/2
DU 29 JANVIER	
5 1/2	58 25
5 1/2	83 75
5 1/2	93 40
5 1/2	93 40

ROUBAIX, 29 JANVIER 1874

### BULLETIN DU JOUR

La politique extérieure n'offre aujourd'hui aucun point saillant et, en dépouillant le courrier, nous n'avons rencontré dans les journaux étrangers que de longues et interminables discussions sur l'incident Bismark-La Marmora et sur les chances qu'ont en Angleterre les deux partis qui sont aux prises et se disputent actuellement le pouvoir.

M. Gladstone joue très gros jeu, et ce coup de dés électoral sera le plus hardi qui se soit vu en Angleterre. On ignore encore quels résultats amèneront ces élections à si bref délai. En prenant ses adversaires au dépourvu, le chef du parti libéral a pensé qu'ils n'auraient pas le temps de s'organiser et de dresser leurs batteries. C'est une erreur. Les Tories se sont mis immédiatement en campagne, avec un sentiment de grande confiance dans leurs ressources et surtout dans leur organisation.

Le manifeste de M. Disraeli est très mordant à l'adresse de l'administration de M. Gladstone; mais en jugeant inopportune l'extension du droit électoral aux comtés, le ministre anglais indispose ceux qui appellent cette mesure de tous leurs vœux. Le succès des Tories amènerait un changement dans la politique intérieure et extérieure de l'Angleterre; aussi la Prusse désire-t-elle ardemment voir M. Gladstone l'emporter dans cette lutte engagée entre les conservateurs et les libéraux. A titre de Français, nous ne pouvons que souhaiter la chute d'un ministère qui, au lieu de nous considérer comme des alliés, cherche à aviver contre nous un sentiment de défiance, pour ne pas dire de haine nationale. La rentrée aux affaires de M. Disraeli serait un événement d'excellent augure pour notre pays dont les intérêts s'allient intimement aujourd'hui à ceux de nos voisins d'outre-Manche. Ce sont les mêmes à bien des titres, car les deux nations ont désormais un même devoir à remplir : le rétablissement en Europe de l'équilibre que les dernières victoires de l'Allemagne ont brisé.

Le maréchal Serrano a vaincu à Saragosse et à Barcelone les rebelles que l'Internationale s'était hâtée d'armer contre lui; la république fédérale n'a plus de champions en Espagne; du moins n'en a-t-elle plus qui militent sur les barricades et derrière les murs d'une place forte. L'ordre semble se rétablir sous la compression de cette dictature militaire, plus énergique assurément que la dictature civile de M.

Castelar, mais pas plus arbitraire pour tant ni plus honorable sous le titre de République dont elle se décore. Telles sont toutefois les traditions de la guerre civile en Espagne que le maréchal Serrano, en traitant avec les insurgés de Carthagène, a fait grâce à l'indiscipline des troupes régulières qu'ils avaient associées à leur crime. Ce traité contient, en effet, cette clause : « Considérant l'héroïque défense faite par la place de Carthagène, un pardon général est accordé à tous ses défenseurs; leur vie, leurs biens, leurs intérêts seront respectés; de plus, les officiers révoltés conserveront leurs grades, et les soldats rentreront dans leurs corps sans aucune pénalité. »

D'écarter officiellement aux commandants de Carthagène cette louange de « l'héroïsme », recevoir avec une sorte de respect les révoltés qui avaient abandonné leurs régiments et leurs drapeaux; leur rendre tous les honneurs militaires, en les annulant; voilà les moyens que le maréchal Serrano, selon la coutume espagnole, emploie pour reconstruire son armée!

Voilà les leçons d'obéissance et de patriotisme qu'il inflige à ces déserteurs, à ces officiers et à ces soldats qui ont donné la main aux forçats de Carthagène pour détruire avec eux, dans les fureurs du communisme, l'unité de l'Espagne et les lois tutélaires de la société! Il n'est pas difficile de prédire au maréchal Serrano de graves embarras et de funestes dangers s'il continue de procéder ainsi à la réorganisation de son pays.

### LETTRE DE PARIS

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, le 28 janvier 1874.

L'interpellation de MM. Gambetta, Challemel-Lacour, et autres membres de l'extrême gauche au sujet de la dernière circulaire de M. le duc de Broglie va le mettre en demeure de s'expliquer de nouveau sur les pouvoirs confiés au maréchal de Mac-Mahon, et si décidément la commission des lois constitutionnelles se trouve renfermée dans un cercle étroit qui interdit de poser la question de la monarchie. Il est à désirer que le langage de M. le duc de Broglie donne satisfaction aux membres de la droite qui ne pourraient continuer leur appui, si le gouvernement s'obstinait dans une politique destinée à ne servir que les intérêts de la république.

Les libéraux anglais nous donnent en ce moment un bien triste spectacle. Sous le prétexte de défendre les principes de la liberté religieuse et de liberté civile, ils défendent, dans des meetings, les gouvernements allemands et Suisses dans leurs persécutions contre les catholiques. Toute la discipline de leur église est audacieusement violée, les évêques et les prêtres condamnés à de ruineuses amendes, chassés et emprisonnés, voilà ce que nos libéraux modernes, dans le monde entier, appellent défendre la liberté religieuse!

Je me rappelle que, peu de temps avant la Commune, à Paris, j'entendais causer deux ouvriers arrêtés, dans le faubourg

Saint-Honoré, devant l'église Saint-Philippe du Roule. L'un d'eux dit à son camarade, en lui montrant l'église : « Bientôt nous détruirons tous ces monuments de la superstitions, et alors nous serons libres! » Je ne pus m'empêcher de leur répondre : Et que feriez-vous de la liberté de ceux qui prient? — Les deux libes-penseurs ne me répliquèrent que par de grossières injures et, peu de jours après, si j'avais été leur otage, ils m'auraient fusillé, toujours au nom de la liberté.

Pendant que les césariens et les radicaux coalisés enchaînent la papauté et persécutent l'église catholique elle continue à donner des exemples du plus héroïque dévouement; la livraison de janvier des *Annales de la propagation de la foi* en cite un exemple bien touchant :

Il existe dans les îles Sandwich un district où se trouvent relégués tous ceux qui sont atteints de la lèpre. On en compte 720. Au mois de mai de l'année dernière Mgr Maigret, vicaire apostolique des îles Sandwich et un missionnaire, le père Damien Devinster vinrent visiter les pauvres lépreux. Ceux-ci déclarèrent se leur beaucoup des soins du gouvernement, mais ils désiraient ardemment la présence d'un prêtre.

Eh bien! répondit Mgr Maigret, voici le père Damien qui veut bien se sacrifier pour le salut de vos âmes; il n'y a pas de logement pour lui, mais il consent volontiers à coucher sous cet arbre qui nous protège en ce moment de son ombre. Un grand nombre de ces pauvres lépreux pleuraient de joie, se jetaient à genoux et prièrent l'évêque de les bénir.

Une maison a été construite pour le Père Damien; la chapelle est très-frequentée. Aux dernières nouvelles il avait fait 45 baptêmes, et le jour du Saint-Sacrement, les pauvres lépreux ont pu avoir leur profession. Une procession de lépreux, des chanteurs lépreux, des musiciens lépreux, jamais peut-être un pareil spectacle ne s'était vu. Dieu, écrit Mgr Maigret, aura peut-être été plus honoré par ces infortunés, qui sont maintenant le rebut de la société, que par d'autres qui jouissent de tous les avantages de la santé et de la vie.

Les feuilles protestantes des îles Sandwich sont remplies d'hommages rendus au dévouement du R. P. Damien Devinster (ou belge). Voici comment s'exprime un de ces journaux protestants :

« Nous avons à parler d'un homme, d'un frère, qui, spontanément, sans argent ni crédit, sans espoir de récompense en ce monde, vient de consacrer aux pauvres lépreux de Molokai. Voilà vraiment l'esprit du Christ; voilà un amour de l'humanité inexplicable à l'intelligence de l'homme; voilà Xavier pénétrant dans les replis de la misère humaine pour en laver les plaies rebutantes; voilà le héros qui se précipite dans l'abîme béant pour sauver un peuple; voilà le sauveur qui offre sa vie pour ses semblables, et dont l'œuvre est au-dessus de toutes les autres œuvres de charité. »

Césariens, radicaux, libéraux, libre-penseurs, seriez-vous capables d'un pareil dévouement? Voilà les hommes, voilà l'église que vous persécutez et dont vous osez glorifier les persécuteurs! honte à vous! mais le Christ vengera son Eglise!

DE SAINT-CHÉRON.

### Les préliminaires de la Guerre de 1866, d'après une récente publication du général LA MARMORA

(Suite.) Voir le Journal de Roubaix d'hier. A peine le général La Marmora était-il au ministère que le ministre italien à

Paris, M. Nigra, lui fit des ouvertures de la part du gouvernement français pour l'établissement de rapports diplomatiques entre l'Autriche et l'Italie; La Marmora répondit d'une manière très-évvasive à cette ouverture parce qu'il croyait à une prochaine rupture de l'Autriche et de la Prusse. La première allusion à une alliance prusso-italienne contre l'Autriche se trouve dans une lettre écrite le 4 août 1865 par le général La Marmora à M. Nigra; il lui raconte que le ministre prussien, M. d'Usedom, lui a demandé quelle serait l'attitude de l'Italie dans le cas probable d'une guerre entre la Prusse et l'Autriche. Dissimulant sa satisfaction, le général dit qu'on présente une proposition sérieuse d'alliance, qu'elle sera examinée. Il déclare qu'il ne peut prendre d'engagement sans savoir quelles seraient les intentions de l'Empereur. Et en même temps qu'il déclarait à la Prusse que, sans l'assentiment de l'Empereur, il ne pouvait songer à une alliance, il disait au ministre français, M. de Malaret, que du moment où la guerre éclaterait réellement entre la Prusse, l'Autriche, il serait impossible que l'Italie y prit part et qu'aucun gouvernement pourrait l'empêcher : il nous semble que ces deux déclarations contraires ne sont pas d'une loyauté parfaite.

Le ministre Nigra n'est pas moins heureux que le général La Marmora de la perspective d'une guerre; il se félicite de cet événement, et l'un des plus heureux que la fortune de l'Italie puisse faire naître, parce qu'il donne le moyen d'avoir la Vénétie et de l'avoir sans le secours de la France. Cette indépendance du cœur dont l'Italie a fait preuve en 1870 s'annonçait dès 1865. Mais il y a un obstacle, c'est la crainte qu'ont les Prussiens de voir la France imposer son veto à l'Italie.

Le cabinet de Berlin, ajoute le ministre, voudrait avoir la certitude de la neutralité bienveillante de la France; il ne voudrait pas qu'une fois la guerre déclarée et commencée, la France vint, comme le Napoléon de Virgile, dicter la paix, poser des conditions ou convoquer un congrès à Paris. La difficulté consiste donc à obtenir de la France une promesse de neutralité absolue. L'empereur Napoléon pourra-t-il faire cette promesse? Voudra-t-il la donner par écrit, comme le désire la Prusse (1)?

Le général La Marmora n'est pas moins explicite que le ministre Nigra, qui tenait ses renseignements du comte de Goltz, ambassadeur de Prusse à Paris; il dit que la Prusse « avait plus peur de la France » que l'Italie, à l'égard de laquelle l'Empereur faisait preuve d'une « bienveillance qui ne s'est jamais démentie et sur laquelle la Prusse, plus que personne, a toujours compté et spéculé. »

Ainsi, en 1865, lorsqu'il a été question pour la première fois de l'alliance prusso-italienne contre l'Autriche, il dépendait de l'Empereur que cette alliance se fit, il était le maître absolu de la situation. Malheureusement, dès ce moment-là, le ministre des affaires étrangères, M. Drouyn de Lhuys, compromettait à plaisir cette situation en déclarant, non-seulement que l'Italie pouvait faire la guerre à l'Autriche, si elle le jugeait à propos, mais que, si après avoir provoqué la guerre, l'Italie était vaincue et que « les événements amenassent l'Autriche sur le Tessin, la France se réservait de pourvoir à ses intérêts, parce qu'il était d'un intérêt grave pour la France que l'Autriche ne reprît pas en Italie le terrain perdu (2). » Ainsi Victor-Emmanuel d'a-

(1) Id. p. 56.  
(2) Id. p. 58.

vance était prévenu que, quoi qu'il arrivât, il ne perdrait rien, la France se réservait de le couvrir. N'était-ce pas inviter ce prince peu scrupuleux à se lancer dans les aventures?

Cette maladresse n'eut pas de conséquences immédiates, parce que l'Autriche et la Prusse signèrent la convention de Gastein, qui mit fin aux négociations entamées entre Berlin et Florence. M. de Bismark s'était servi de l'Italie pour obtenir de l'Autriche de meilleures conditions. A propos de cette convention, qui déplaçait au gouvernement français, M. Drouyn de Lhuys commet une nouvelle et gratuite maladresse; sans nécessité, il dit à M. Nigra que « les deux grandes puissances allemandes avaient fondé aux pieds tout principe; principe des nationalités, principe de la souveraineté populaire, principe des intérêts des populations; que la force et l'intérêt de chacune des puissances contractantes avaient été la seule règle de conduite suivie dans ces déplorable négociations (1). » Certes, nous ne défendons pas la convention de Gastein, mais quel besoin M. Drouyn de Lhuys avait-il de s'engager ainsi et convenir-il d'invoquer les principes en parlant au ministre de Victor-Emmanuel, qui avait fait si bon marché de toute espèce de principes et de la signature de la France?

La convention de Gastein fut un coup très-vif pour le général La Marmora; il comprit dans son espoir; il essaya de racheter la Vénétie à l'Autriche; nous passons rapidement sur cette tentative au sujet de laquelle il donne fort peu de détails, se bornant à dire qu'il n'osa « repentir pas de l'avoir faite, » et nous arrivons à la deuxième phase des négociations, ou mieux des intrigues.

La convention de Gastein, « myofication politique comme la convention du 13 septembre, » dit le général La Marmora, ne pouvait durer; elle était à peine signée, que M. de Bismark demandait à l'empereur Napoléon une entrevue qu'il « obtint non sans quelques difficultés. » Sur cette entrevue de Biarritz, le général ne donne aucun détail, bien qu'il « croie connaître les graves questions qu'on y discuta; » il se borne à dire, que M. de Bismark vit M. Nigra à Paris, lui « laissa entendre que la guerre avec l'Autriche était inévitable et exprima avec une entière confiance l'espoir que la France ne lui serait pas hostile. » Il ajoute, ce dont le général La Marmora paraît étonné, que « si l'Italie n'existait pas, il faudrait l'inventer, » — pour la Prusse sans doute (2).

Une crise ministérielle, au mois de janvier 1866, laissa le général La Marmora président d'un nouveau cabinet, et les négociations ne tardèrent pas à reprendre avec la Prusse. Un traité de commerce avait été signé; à cette occasion, Victor-Emmanuel reçut le grand collier de l'Aigle noire et M. de Bismark demanda qu'on lui envoyât un général de confiance pour s'entendre dans le cas d'une guerre avec l'Autriche. Le général Govone partit pour Berlin.

Avant de résumer la mission de ce général, nous révélerons une curieuse naïveté du général La Marmora. A propos d'une lettre de M. Nigra l'invitant à renouer des relations diplomatiques avec l'Autriche, il déclare « qu'envoyer à l'étranger un représentant officiel d'un souverain, pour qu'il coopère officiellement contre le souverain près duquel il est accrédité, c'est une action telle

(1) Id. p. 61.  
(2) Id. p. 74.

### Feuilleton du Journal de Roubaix

DU 31 JANVIER 1874

LE

### MARI DE LAURENCE

Par M<sup>lle</sup> Claire de CHANDENEUX

PREMIÈRE PARTIE. Récit.

Quand je refermai la porte, j'aperçus, tout après, la statuette que Wilhelmine avait désignée pour y abriter la clé. J'y déposai et revins me mêler à la vie commune, très-bruyante ce jour-là.

Le défilé des carlons avait cessé, mais celui du coiffeur et des couturières lui avait succédé. Mme Laurence Liemann venait de faire annoncer qu'elle n'avait plus le temps de paraître à table qu'elle priait Mme de Stoneim de lui envoyer une bouchée... un rien... dans sa chambre.

Je faillis renverser, en descendant, un coiffeur qui escaladait l'escalier, des pinces brûlantes à la main, et, s'il évita le choc, par un prodige d'adresse, ce me fut hélas! que pour retomber sur un valet de pied qui montait une aile de volaille et un verre de vin à du Rhin à Mme Liemann.

A l'instant où je longeais l'appartement qu'en lui avait donné, la porte

s'ouvrit vivement et la jeune femme fit une exclamation de joie.

— C'est vous!... Monsieur!... ah! que je suis contente. Je vous cherchais, mais je n'osais pas vous faire demander. J'ai un service... si vous voulez bien me rendre un service?

— Je suis tout à vos ordres, madame. — Je savais bien. Vous êtes la complaisance même... c'est que, je ne sais trop comment... c'est un peu difficile à expliquer... enfin j'y voudrais... Il est peut-être déjà trop tard, du reste.

La pauvre petite femme rougissait et balbutiait si fort que je me crus obligé, pour la rassurer, de lui promettre le zèle le plus vif et la discrétion la plus absolue.

Cette dernière assurance parut lui sourire.

— Eh bien! dit-elle en prenant bravement son parti, placez-vous à table auprès de M. Liemann, faites-le causer, intéressez-le, faites-le oublier... ou plutôt faites-lui souvenir que, tout à l'heure, il doit me présenter au duc et à la duchesse de X...

J'avais compris.

— Soyez en paix, madame, absente de cette table, votre souvenir y présidera quand même; je m'en fais garant.

— Ah! cher monsieur!... mille fois merci, il n'y a que vous qui puissiez comprendre... et moi je ne peux, positivement, pas dîner. Le temps me manque... Je ne suis pas coiffée... et je rêve une coiffure!

Je la saluai et me précipitai vers la salle à manger, où je tremblais de trouver la place qu'il m'était enjoint de prendre occupée déjà.

Heureusement, il n'en était rien. M. Liemann venait de s'asseoir entre deux places vides, suivant l'usage de la maison hospitalière, où la table toujours dressée, ne désignait d'heure ni de place à personne.

Je me glissai à côté de lui après avoir salué la baronne et mes cousines, qui ne paraissaient pas autrement émuës de l'approche d'une fête dont l'attente bouleversait si fort madame Liemann.

Wilhelmine n'avait encore commencé aucun préparatif de toilette. Quant à Hedwige, qui avait déclaré ne pas vouloir sortir ce soir-là, elle me demanda sèchement si j'allais au bal.

— Oui, ma cousine, lui dis-je simplement.

Elle me regarda avec un mélange de surprise et de dédain.

— Y allez-vous comme spécimen du highlife parisien ou comme apprenti diplomate? continua-t-elle.

— Ni l'un, ni l'autre. J'y vais parce que mon oncle a bien voulu m'en témoigner le désir.

— Alors la maison de Stoneim Liemann et C<sup>o</sup> sera représentée au grand complet, fit-elle avec un sourire; le duc de X... en sera certainement édifié.

Je ne sais pourquoi ce mot railleur me rappela au rôle que je devais remplir, plus que toutes les recommanda-

tions de Laurence. Il était temps d'y songer. Quoiqu'on ne fût encore qu'au premier service, mon voisin faisait montre d'un plantureux appétit et d'une soif non moins brillante.

En face de ce magistral coup de fourchette, le sentiment de ma responsabilité m'apparut terrible mille fois plus que je ne l'avais soupçonné.

Empêcher ce dîner émérite de faire honneur à la table de son associé, le maintenir même dans les bornes de la sobriété la plus vulgaire, me sembla tout à coup une entreprise au-dessus de mon audace ou de mon habileté.

Je me jetai à corps perdu dans la conversation; j'accaparai M. Liemann, le harcelant de questions et cherchant à le contraindre à me répondre. Peine perdue.

Du haut de la tête, il me faisait signe que je parlais d'or. D'un haussement d'épaules, il m'indiquait que mon raisonnement était stupide. C'était tout.

Il ne perdait ni une rasade ni un coup de dents.

Au risque de me déconsidérer aux yeux de mes cousines, je pris tout près de moi le flacon de tokay dont M. Liemann arrosait un rôti de faisane, et parus en faire ma propriété personnelle.

Mon voisin d'abord surpris, me tendit paisiblement son verre. Je feignis de ne rien voir.

Il étendit alors sa large main par-dessus mon assiette pour saisir le flacon,

Je le pris avant lui et le vidai d'un trait... dans mon verre.

Cette fois, il parut scandalisé, et rongea, sans mot dire, une aile de faisane. Mais quel regard!

Je triomphais déjà. Je triomphais imprudemment. Hedwige m'ayant adressé la parole, pour je ne sais quelle banalité, je cessai trois minutes à peine de surveiller mon voisin, que j'avais du reste mis à sec.

Quand je me retournai vers lui, il achevait d'engloutir une effrayante rasade de vin du Rhin que, sur un signe, un domestique venait de placer à sa portée.

Je me sentis devenir pourpre. Qu'allait penser Laurence de ma façon de remplir mes promesses?

La silencieuse baronne de Stoneim, qui avait peut-être plus d'intelligence pratique que ses yeux ronds et distraits ne le laissaient supposer, parut remarquer mon agitation et en comprendre la cause.

Elle pressa le service, abrégua le dessert et me causa la joie très-grande de voir enfin M. Liemann quitter la table dans un état des plus satisfaisants.

Mme Laurence Liemann me devait une certaine gratitude pour avoir, par fidélité à ses désirs, dîné très-mal, causé beaucoup trop, stupéfié mes cousines et maintenu son époux dans la voie étroite.

Abominable préparation pour se rendre au bal! J'attendais mon habit noir